

Mme Janine Garrisson a été reçue à l'Académie le 3 février 1992 par Robert Guicharnaud.

La réponse de Mme Janine Garrisson est publiée dans le RAM 1992, pp. 223 et suivantes. Une part importante de celle-ci est consacrée à l'histoire de l'Académie.

En voici le texte :

[.....]

Vous permettez donc à la néophyte de cette Compagnie d'évoquer rapidement les Académies pour, plus précisément, cerner les contours de celle particulière où vous me recevez aujourd'hui.

Au XVIII^e siècle, la France se couvre d'un blanc manteau d'Académies.

De la ville la plus modeste à la cité la plus opulente, nulle ne résiste à cette vague nouvelle. Nouvelle par son ampleur, car les Académies ont une histoire fort ancienne ; celle des Jeux Floraux à Toulouse est quasi-médiévale, celle de Paris remonte au ministériat de Richelieu. Pourquoi, est-on en droit de se demander, cette vague de créations au long du XVIII^e siècle ? Quelques éléments de réponse sont à chercher dans l'histoire générale de la France qui connaît alors une longue période de calme avant que n'apparaissent les nuages prémices de la Révolution qui, d'ailleurs, fut fatale aux académies comme aux sociétés littéraires ; mais elles revivent au XIX^e siècle ! Ce calme du siècle des Lumières, stabilité intérieure, stabilité extérieure s'il y a guerre, elle se déroule au-delà des frontières se révèle favorable aux travaux de l'esprit. Les Français, moins accaparés qu'au temps de Louis XIII et de Louis XIV, par des problèmes de survie matérielle et de luttes guerrières, se passionnent, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, pour les idées, les arts, les sciences. Cette passion s'exprime avec une relative aisance relative seulement car la censure existe toujours les Encyclopédistes en ont pâti ! puisque le pouvoir monarchique, désormais plus souple en son fonctionnement parce que plus assuré en ses institutions, desserre l'étreinte de fer dans laquelle, jusqu'alors, il avait tenu les intellectuels et les artistes. La direction des esprits devient ainsi un mécanisme moins prégnant, libérant des énergies nouvelles, des manières de dire insolites et surtout ne proposant plus proposant à un moindre degré de moule unique dans lequel il convenait, à la période précédente, de glisser son génie ou son talent.

L'Académie Française désormais n'est plus la marâtre sourcilleuse comptant les rimes, édictant les règles, excluant les genres non nobles, légiférant sur les lettres et les arts comme Richelieu ou Colbert légifèrent sur la marine, les forêts ou l'armée, elle devient une grande sœur plus détendue que l'on peut admirer et imiter sans en craindre les foudres. Car, à l'instar de Paris, dont les gens de lettres bouillonnent du désir de créer, les villes de province connaissent au XVIII^e siècle une expansion démographique, un équilibre économique sans complexes vis-à-vis de la capitale. L'Académie, écrit Daniel Roche, historien des Académies de province, est fille de la ville, la ville l'enfante par le truchement de ses élites où se croisent et se rencontrent les milieux cultivés de l'Eglise, de la noblesse et de la robe d'Etat. Partout, à Pau, à Marseille, à Caen, à Bordeaux, à Agen, à Brest, à Arles s'ébrouent, au vent des lumières, de jeunes compagnies.

Elles attestent de la vigueur, de l'enthousiasme, de la ferveur de la province pour les lettres, les arts, les sciences ; elles attestent aussi des méfaits d'une centralisation trop poussée comme elle l'avait été au siècle précédant qui stérilise ou étouffe un potentiel de création en dehors de la capitale. Ce rôle double de rassemblement des intellectuels et d'éveil des talents, souhaitons fortement que l'Académie d'aujourd'hui, libre de par la décentralisation, l'assume plus allègrement que jamais.

Dès 1744, lorsque Louis XV signa à Dunkerque les fameuses lettres patentes fondatrices, l'Académie des Belles-Lettres compte trente membres «ordinaires» et dix associés ; plus tard, elle s'agrège quatre-vingt-dix-neuf associés correspondants. Elle comporte un membre de droit, le premier consul, un secrétaire perpétuel qui fut d'abord Mathurin de Blazy, sire de Bernoy puis, à la fin du XVIIIe siècle l'abbé Dufour. Cette assemblée logée par la ville est, de surcroît, chauffée et éclairée de bougies par les soins de la municipalité. Les académiciens se cooptent dans un milieu relativement étroit où figurent les élites de la cité.

Disons le plus explicitement, notre Compagnie était au XVIIIe siècle fort aristocratique, comptant jusqu'à un quart de représentants du clergé et parmi les plus prestigieux l'évêque, des chanoines et des prêtres ; elle comportait encore de nombreux nobles, tant d'épée que de la robe, c'est-à-dire de la fonction publique. Le Tiers-Etat, non pas le grand absent mais presque réduit à la portion congrue, figure par quelques cinq avocats et administrateurs. Rarement l'on vit un professeur, rarement l'on vit un industriel ou un commerçant. L'Académie est close aux manieurs d'affaires, aux banquiers, aux entrepreneurs, elle est close aux protestants mais ceux-là, même convertis, existent seulement par le négoce et la fabrique, la loi royale ne leur permet pas d'autres activités au sein de la cité.

L'intérêt vient de ce que les statuts de l'Académie indiquent fort clairement les motivations comme les perspectives de cette institution. Les unes et les autres sont également suggérées par le contenu des conférences, le thème des discussions et les sujets mis aux différents concours dotés de prix en argent.

Certes, l'on vise à établir la cohésion d'une élite sociale qui se reconnaît, s'autoreconnaît, partagent les mêmes intérêts et les mêmes préoccupations. Mais l'on dépasse cet objectif quelque peu corporatiste puisque l'Académie, comme ses multiples consœurs de province, souhaite participer du «bien public», notion chère aux élites du XVIIIe siècle, en propageant la culture à travers la cité. Les académiciens de Montauban, comme leurs confrères de l'extérieur, s'intéressent passionnément à la vie de leur ville, voire de leur région. Ils appartiennent, au-delà de leurs fonctions, à des conseils d'administration, celui de l'hôpital, celui du collège ; ils interviennent dans la vie publique. Propagation de la culture, désir d'éclairer les autres, volonté encore d'être utile à la société, même si cette société se trouve, de par leurs choix, limitée à un groupe relativement mince de notables.

Jean-Jacques Le Franc, de Pompignan, poète et dramaturge, qui résida longtemps à Paris où il fut élu membre de l'Académie Française, oriente dans un premier temps les travaux académiques des Montalbanais vers les belles lettres et la morale. Ceci dénote une originalité car, nombre de compagnies de province se délectent à des discussions, communications et réflexions scientifiques. Ce n'est pas le cas dans cette ville et à lire, dans l'ouvrage ancien d'Edmond Forestié, la liste des interventions, des œuvres proposées à la lecture des académiciens, on demeure étonné de cette passion pour l'histoire, la poésie, l'éthique. Citons, presque au hasard, le titre de quelques-unes des conférences : ainsi, en 1745, aux lendemains de sa fondation, la Compagnie entend une communication sur l'enthousiasme et l'imagination

dans l'ode, elle goûte encore des compositions en vers des académiciens, une ode sur le crépuscule, une autre sur l'envie. L'histoire ne demeure pas en arrière, des confrères lisent leurs œuvres au fur et à mesure de leur avancement ; ainsi fait, pour son Histoire ancienne des Francs, Pierre du Roy ; ainsi fait, pour Histoire du Grand Condé, l'abbé de Monville, membre associé. C'est cependant la morale qui, au même degré que la poésie, passionne nos confrères du passé ; des dissertations sur la modération dans les désirs, par Jean-Baptiste de Natalis, trésorier de France, sur l'homme trompé par son ambition, par Jean Lonjon de La Prade, conseiller à la Cour des Aides, témoignent de cette dilection.

Cette faveur pour les belles lettres qui conjugent histoire, poésie et littérature, dans laquelle l'Académie de Montauban ressemble, comme une sœur, à l'Académie Française, se retrouve dans les thèmes mis en concours.

Car nos confrères du XVIII^e siècle, mus par ce souci du bien public déjà évoqué, désireux de communiquer largement la flamme qui les anime, ouvrent leurs portes en créant deux concours. Décernés en séance publique lors de la fête de Saint-Louis, ils concernent la poésie et l'éloquence. En 1746, les orateurs sont invités à dissenter sur le thème Il n'appartient qu'au vrai héros de savoir joindre l'humanité avec la valeur; les poètes ont à rimer sur la Renaissance des lettres sous François I^{er}. En 1749, l'éloquence s'essaye à démontrer Pourquoi le sage est-il ému par les calomnies ? et la poésie s'exprime, en 1750, à propos de la destruction des monuments publics par les Barbares, sujet qui est presque d'actualité.

Cependant, la république des Lettres est un pays problématique, paradoxal et changeant, preuve supplémentaire qu'elle n'est pas aussi coupée de la vie rouge et ordinaire qu'on pourrait le croire. Dès l'année 1777, les travaux académiciens changent de cap et ce, de manière relativement abrupte. Finies les odes aimables, terminées les considérations plaisantes sur le roman, abandonnées les églogues virgiliennes ou les discours héroïques, les confrères se vouent, comme le font à la même époque, leurs collègues d'autres compagnies, à la réalité pure et dure. Le mot d'ordre devient : Intéressons-nous à l'économie ! Et surtout à l'agriculture. Pourquoi cette soudaine passion ?

L'agriculture, certes, est la principale activité du royaume de France à cette époque, le mouvement de Physiocrates l'installe dans le courant de la mode.

N'oublions pas que nombre de ces académiciens possèdent des propriétés terriennes, nobles et magistrats de la Cour des Aides gèrent, au-delà de leurs fonctions militaires, administratives et financières, un important patrimoine foncier. Leur attraction pour les fruits de la terre s'analyse donc en termes doubles d'un intérêt particulier et d'un indéniable intérêt public. Ainsi, faut-il comprendre le sujet de maintes communications dispensées dans le cénacle mais, surtout, les prix d'agriculture du meilleur mémoire sur un sujet imposé ayant trait à la vie rurale.

Considérez quel est le thème proposé en 1787: il s'agit bien, pour le candidat, de déterminer les inconvénients et les avantages de la culture du blé de Turquie, c'est-à-dire du maïs. Or, chacun sait ici de quelle utilité a été, et est encore de nos jours, le maïs dans notre Sud-Ouest. En 1789, le sujet imposé par nos confrères du passé concerne les mines de Haute-Guyenne, leur nature, l'intérêt qu'il convient d'apporter à leur exploitation et si celle-ci ne peut nuire aux productions de surface ; sujet sans doute naïf en regard de nos connaissances actuelles, mais qui correspond parfaitement aux préoccupations de la fin du XVIII^e siècle, quand s'amorce le démarrage industriel de la France. En dehors de ces thèmes mis au concours d'agriculture, les

travaux de la Compagnie sont axés sur la production rurale, l'on aperçoit une dissertation sur la luzerne, une autre sur la manière de préparer le chanvre, une troisième sur la noblesse de l'agriculture.

Dans le même temps que fut créé ce prix d'agriculture, le souci des académiciens pour la morale publique ne se dément guère, au point qu'ils inscrivent, dans la réalité, leur volonté de faire régner les bonnes moeurs. La preuve en est dans ces deux prix de vertu décernés, chaque année depuis 1774.

Chacun de 30 puis de 50 livres, ils sont destinés à servir de dot ou à augmenter celle-ci, pour deux jeunes filles habitantes des paroisses rurales de Montauban ; celles-ci, désignées par le prêtre, le seigneur ou quelques-uns des principaux de leur village, doivent bien sûr, être de bonne vie, de bonnes moeurs et vaillantes au travail. Le geste, quelque peu désuet, dans le style du Rousseau de la Belle Héloïse, peut-être même de Greuze, pourrait s'appréhender avec un sourire et un haussement d'épaules si, la somme attribuée pour le prix, n'était pas importante, de l'ordre de ce qui est dit avec toutes les précautions d'usage lorsqu'il s'agit de conversion monétaire de presque 21 millions de nos anciens francs.

Alliance de la tradition et de la modernité, tel est le tempo sur lequel évolue la Compagnie montalbanaise au siècle de sa fondation, au XVIIIe siècle, une certaine nostalgie élégante du passé que l'on réfère au Moyen Age et à l'Antiquité, une volonté certaine de sauver l'alliance entre le progrès et les moeurs. Ce programme, en quelque sorte, celui de l'honnête homme, perdue au XIXe siècle avec, cependant, des ouvertures considérables sur des horizons nouveaux et élargis. Une nouvelle appellation, Société des Sciences, Agriculture et Belles-Lettres, changée en 1867 pour celle d'Académie des Sciences, Belles Lettres, Arts, titre qu'elle conserve aujourd'hui encore, traduit les préoccupations de la Compagnie, finalement assez semblables à celles du XVIIIe siècle. L'éventail s'ouvre, protestants et catholiques apprennent à cette école dont les statuts refusent, dans les discussions, toute aigreur ou colère à vivre ensemble, à s'apprécier. L'activité pour le bien public à l'intérieur du périmètre urbain se fait presque dévorante. Que l'on en juge ! L'Académie aide à la fondation de la bibliothèque municipale, à la création du musée d'histoire naturelle, elle organise la parution d'un recueil Le Recueil agronomique, visant à instruire les agriculteurs de méthodes nouvelles. Elle accueille même Jules Michelet, cet historien quelque peu sulfureux, comme membre correspondant marquant ainsi le peu de goût de la majorité des académiciens d'alors pour le Second Empire ; mon arrière-grand-père fut de ceux-là. Curieusement, sans rupture, la société académique du XIXe siècle compense ce que sa mère du XVIIIe siècle avait de frileux, de timide. La seconde préférerait ouvertement les belles lettres à la science, l'éloquence et la poésie aux cabinets de physique ou d'histoire naturelle, ce qui ne fût pas le cas de nombre de ses sœurs au siècle des Lumières. Les académiciens du XIXe siècle poussent même leur zèle, pour le développement de leur ville, jusqu'à obtenir le prolongement du canal du Midi à proximité de Montauban.

Maintenant, si vous le voulez bien, en guise de conclusion, j'en viendrai à cette Académie contemporaine au cœur de laquelle vous avez bien voulu m'accueillir. Que constatons-nous ? L'ouverture s'accomplit, la femme n'est plus seulement une jeune fille honnête et pauvre qu'il faut aider en la dotant, elle est devenue votre consœur, votre amie. L'intérêt grandit pour des thèmes inconnus jusqu'alors, des sujets longtemps tabous, tels la psychanalyse, des exposés pointus sur la science des particules, des conférences d'actualité sur les techniques des transports prennent place dans le recueil de vos actes. Mais, comme dans le passé, la tradition flirte harmonieusement avec la modernité puisque des sujets plus classiques qui auraient

enchanté Jean-Jacques Lefranc de Pompignan sont largement abordés en histoire, en philosophie, en morale.

Et je m'émerveille de constater combien, en un siècle prosaïque où la couleur violente, la rapidité frénétique, le son paroxysmal forment la trame de notre quotidienneté, la poésie tient de place en votre assemblée. Le prix de la poésie demeure décerné, chaque année, tandis que dans vos conférences, du troubadour limousin au poète du Roc d'Anglars, de François Maynard à Marcel Sèmeziès, votre intérêt et votre amour de la poésie, en ce dernier quart d'un siècle brutal et sanglant, ne faiblit jamais.

Laissez-moi vous dire, madame, messieurs, combien je me sens à l'avance heureuse de venir méditer parmi vous.